

## DE NOUVELLES STRATÉGIES POUR LE CLIMAT

Alors que s'ouvre la COP29, la plupart des Etats participants ne sont pas en voie d'atteindre les objectifs de décarbonation qu'ils se sont fixés. Faut-il changer de méthode ?

# Tanya Filer et Cristina Peñasco La France peut accélérer la transition

Le gouvernement doit investir dans les technologies vertes, porteuses de croissance, affirment les deux chercheuses

### Le contexte

La COP29, qui doit se tenir du 11 au 22 novembre à Bakou, pourrait bien se conclure sur un constat d'impuissance: les objectifs de diminution des émissions de CO<sub>2</sub> fixés par l'accord de Paris, en 2015, ne seront pas atteints à temps pour limiter le réchauffement climatique à un niveau soutenable. Dans les pays du Nord comme dans ceux du Sud, les financements nécessaires ne sont en effet pas disponibles, faute de mobilisation de l'épargne privée et en raison des déficits publics, aggravés par la multiplication des urgences – sanitaire, sécuritaire, militaire. Des économistes proposent par conséquent de réviser les cadres de pensée traditionnels qui continuent d'orienter les choix budgétaires, malgré l'urgence.

Dans un contexte de profonde crise parlementaire et de défiance envers le politique, Michel Barnier a annoncé, dans son discours de politique générale, vouloir s'attaquer de front à la double dette du pays, budgétaire et écologique. Si cet impératif est largement partagé et répond aux principales préoccupations des Français, les débats houleux autour du budget 2025, qui inclut des coupes significatives aux ressources allouées à la transition écologique, montrent que le consensus reste difficile à trouver.

La meilleure chance pour créer un projet suffisamment fédérateur repose pourtant sur une politique de croissance durable et inclusive. Accélérer la transition pourrait ouvrir de nouveaux secteurs industriels, créer des emplois et contribuer à la réduction de la pauvreté. Bien que son financement semble risqué avec un ratio dette-PIB élevé, la France bénéficie d'atouts uniques: innovation technologique, énergie décarbonée, Etat-providence solide et accès privilégié aux marchés de l'Union européenne.

Il est essentiel d'éviter une approche technocratique et centralisée qui sous-estime les impacts redistributifs des politiques climatiques déconnectées des réalités locales, comme en témoigne la réaction des «gilets jaunes» face à la hausse des taxes sur les carburants sous le premier quinquennat d'Emmanuel Macron. Renforcer la confiance et la coordination entre l'Etat, les régions et les collectivités locales, ainsi qu'entre les citoyens et leurs territoires, autour des bénéfices concrets de l'action climatique est donc essentiel pour garantir une transition juste et réus-

sie. L'innovation est au cœur de l'avantage compétitif de la France dans l'économie durable. Le pays dispose d'une base industrielle solide dans des secteurs tels que l'automobile, l'aéronautique et l'énergie, offrant ainsi un socle propice au développement de technologies vertes avancées. L'augmentation des investissements en recherche et développement stimulerait la productivité et la croissance. Le leadership de la France dans les technologies de l'hydrogène, avec un engagement de 7 milliards d'euros, est prometteur.

Les start-ups françaises s'attaquent déjà à des problèmes d'infrastructure à grande échelle, nécessitant le développement de nouveaux matériaux, actifs physiques et processus. Verkor, fabricant de batteries, construit une gigafactory à Dunkerque (Nord), montrant que les bénéfices de l'économie de l'innovation peuvent s'étendre au-delà de Paris. Driveco espère déployer des bornes de recharge électrique en Europe. Cette audace en matière d'innovation, soutenue par des investissements en capital, positionne la France pour être parmi les leaders de produits et savoir-faire vers lesquels s'oriente la demande mondiale. Le pays peut également se diversifier dans des secteurs encore sous-dé-

veloppés mais offrant un fort potentiel de compétitivité et des emplois de qualité, comme les technologies de basse consommation en énergie et déchets.

La France est déjà leader dans la production d'électricité décarbonée, avec près de 70 % de son électricité provenant du nucléaire. Le pays peut s'appuyer sur cette base pour accélérer l'adoption d'innovations dans le domaine des énergies renouvelables et réduire la part du nucléaire, afin de créer un mix équilibré garantissant à la France une meilleure sécurité énergétique.

Au-delà du secteur technologique, les collectivités locales jouent un rôle-clé dans la promotion de la croissance verte. Elles stimulent déjà l'innovation climatique à travers les marchés publics, en encourageant par exemple l'implémentation de programmes de rénovation thermique.

### Les leviers du consensus

Par ailleurs, la perception publique des politiques climatiques et des nouvelles technologies influence leur adoption. Aux Etats-Unis, l'Inflation Reduction Act a connu des résultats mitigés, et la seconde présidence Trump pourrait freiner la transition verte. Alors que la désinformation et les craintes autour de ces technologies abondent, les pouvoirs publics devront consacrer des efforts importants pour informer et consulter à ce sujet. Et tandis que certains prétendent que la «croissance» est en soi un gros mot, les discours publics doivent attirer davantage l'attention sur les preuves de plus en plus nombreuses selon lesquelles une action climatique ambitieuse peut permettre des gains d'efficacité, d'innovation et d'amélioration de la productivité.

Il y a trente ans, Michel Barnier, alors ministre de l'environnement, appelait à une nouvelle politique énergétique fondée sur la transparence et la participation citoyenne. Il a désormais l'occasion de concrétiser cette vision. Politiquement à

droite, mais avec une connaissance solide des questions environnementales, il doit tenter de rassembler les différents acteurs politiques prêts à mener une politique de relance verte. Les coupes budgétaires annoncées dans le cadre du projet de loi de finances pour 2025 risquent de piéger la France dans un cycle d'austérité paralysant l'investissement aussi bien public que privé, entravant ainsi sa capacité de croissance durable et sa transition écologique. L'opposition peut et doit jouer un rôle décisif pour trouver avec le gouvernement les leviers du consensus pour un accord budgétaire qui réoriente les ressources vers des investissements verts, moteurs d'une économie compétitive et inclusive.

En encourageant le développement technologique et les énergies propres, la France peut échapper à cette trajectoire d'austérité et renforcer sa position en tant que leader mondial des technologies durables et à forte valeur ajoutée. Cette approche, si elle réussit, pourrait également servir de modèle à l'Europe, qui cherche difficilement à former une coalition autour de l'appel de Mario Draghi à faire de l'innovation verte un fondement de la compétitivité européenne. ■

**Tanya Filer** est chercheuse associée en politique publique à l'université de Cambridge, où elle a fondé le projet Digital State, et directrice générale du cabinet de recherche StateUp; **Cristina Peñasco** est économiste au Centre sur le changement climatique à la Banque de France et maîtresse de conférences en politique publique à l'université de Cambridge. Les opinions exprimées dans cette tribune sont celles des autrices et ne reflètent pas nécessairement celles de la Banque de France

EN ENCOURAGEANT LE DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET LES ÉNERGIES PROPRES, LE PAYS PEUT ÉCHAPPER À UNE TRAJECTOIRE D'AUSTÉRITÉ

## Rabah Arezki et Rick van der Ploeg Refondre le pacte vert européen

Les deux économistes appellent l'Europe à soutenir les industries vertes pour rivaliser avec les politiques industrielles américaine et chinoise

LA NOUVELLE POLITIQUE INDUSTRIELLE EUROPÉENNE NE DOIT PAS POURSUIVRE TROP D'OBJECTIFS À LA FOIS

Le rapport Draghi offre un diagnostic sévère, mais réaliste, de la position de l'Union européenne (UE) par rapport aux Etats-Unis et à la Chine. L'une des raisons de la perte relative de compétitivité de l'UE au cours des dernières décennies est l'augmentation du coût de l'énergie, résultat de deux chocs énergétiques: la révolution du schiste en Amérique du Nord, qui a entraîné une forte baisse des prix de l'énergie aux Etats-Unis, et les retombées de la guerre en Ukraine, qui a provoqué une hausse des prix de l'énergie en Europe. Ces deux chocs ont gravement sapé la capacité de l'UE à rivaliser.

A ces deux chocs s'ajoute un fossé grandissant entre les politiques climatique et énergétique de l'UE et celles des deux autres blocs. Si le pacte vert de l'UE, adopté en 2020, est ambitieux sur le front du cli-

mat, il contraste avec les politiques industrielles de la Chine et des Etats-Unis, qui ont cherché à renforcer leur compétitivité dans les secteurs à forte intensité énergétique.

La révolution américaine du gaz de schiste, parce qu'elle a fait baisser les prix intérieurs de l'énergie, a stimulé la réindustrialisation de l'économie américaine. Elle a suscité des investissements dans les entreprises énergivores et créé de bons emplois; elle a aussi réduit considérablement le déficit de la balance courante des Etats-Unis en raison de la baisse des importations d'énergie. Cet avantage comparatif a atténué les conséquences de l'avantage comparatif de la Chine en matière de main-d'œuvre bon marché, mais a également détérioré la compétitivité relative de l'UE.

### Agenda proactif

Le deuxième choc, à savoir les chocs énergétiques mondiaux provoqués par la guerre en Ukraine, a frappé l'UE de manière disproportionnée. Les sanctions et interdictions sur les importations de pétrole et de gaz russes ont entraîné une ruée des Européens vers des sources alternatives. Des coûts indirects ont également été considérables, notamment les subventions et la baisse des taxes sur les produits énergétiques, ce qui a creusé les déficits et augmenté les niveaux d'endettement. En Allemagne, le coût global a ainsi été estimé à 3 % du PIB.

Les économies de l'UE ont, depuis, réussi à trouver des sources d'énergie alternatives à la Russie et les prix se sont stabilisés, peut-être aussi en raison des contournements des sanctions contre la Russie... Mais les niveaux d'endettement élevés poussent

de nombreux pays européens à supprimer les subventions et à réintroduire des impôts, provoquant des remous chez les citoyens. Les conséquences politiques de ces chocs énergétiques ne peuvent être sous-estimées, à l'heure où les démocraties européennes sont mises à l'épreuve par des mouvements populistes.

En plus de ces deux chocs, le fossé entre les politiques énergétiques et climatiques de l'UE et celles de la Chine et des Etats-Unis est allé grandissant. Par exemple, le pacte vert de l'UE, adopté en 2020 et visant à atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050 n'a pu faire grand-chose face aux deux chocs énergétiques, alors que l'agenda proactif des politiques industrielles de la Chine et des Etats-Unis vise à dominer les nouvelles industries vertes et à dynamiser la croissance et l'emploi.

L'inflation Reduction Act (IRA) utilise largement les crédits d'impôt pour promouvoir les investissements domestiques dans les énergies propres. Il est une réponse à la politique industrielle de la Chine, qui vise à propulser le pays comme leader dans le secteur des matériaux critiques. Les incitations les plus importantes prévues par l'IRA vont à l'hydrogène vert, au solaire, aux batteries, à la séquestration de carbone. Les investissements dans les énergies renouvelables, le transport d'électricité et d'autres technologies propres s'élèvent à plus de 1600 milliards de dollars (1467 milliards d'euros). Les dirigeants européens ont exprimé leur mécontentement vis-à-vis de l'IRA et du risque de délocalisation d'investissements outre-Atlantique, y compris de la part d'entreprises ayant leur siège en Europe.

Il est donc grand temps de reconsidérer le pacte vert européen. L'UE doit apporter une réponse politique globale aux politiques proactives de la Chine et des Etats-Unis. Après des années de rejet des projets de politique industrielle, le moment semble enfin venu. Certains commentateurs ont fait valoir que l'UE ne devrait pas imiter les politiques des Etats-Unis et de la Chine, mais plutôt proposer une réforme du régime international des subventions en développant sa propre politique d'aides aux technologies innovantes et en renforçant sa résilience aux perturbations commerciales.

Compte tenu du niveau de dette publique de l'UE, cette politique doit toutefois éviter tout gaspillage. Pour ce faire, la nouvelle politique industrielle européenne doit être menée avec la plus grande transparence et ne pas poursuivre trop d'objectifs à la fois. Plutôt que d'augmenter les coûts de la politique avec des taxes et des plafonds supplémentaires qui risquent d'aliéner davantage les électeurs, d'éroder le pouvoir d'achat des consommateurs et de pousser les investisseurs vers les pays à plus faible coût énergétique et plus attractifs, il faut placer la politique d'innovation au cœur de la refonte du pacte vert. ■

**Rabah Arezki** est directeur de recherche au CNRS et économiste à l'université Harvard; **Rick van der Ploeg** est professeur d'économie à l'université d'Oxford et à l'université d'Amsterdam